



92. DV Verband Schweizerischer Polizei-Beamter VSPB
92e AD Fédération Suisse des Fonctionnaires de Police FSFP
92a AD Federazione Svizzera dei Funzionari di Polizia FSFP

92^e Assemblée des délégués de la Fédération suisse des fonctionnaires de police FSFP
«Le fédéralisme affaiblit-il la sécurité?» des 26 et 27 juin 2014 au Centre des congrès à Bâle

Communiqué de presse – 8 juillet 2014

Le fédéralisme ne doit pas affaiblir la sécurité en Suisse

Il s'agit d'être clairvoyants et d'élargir notre vision!



De gauche à droite: M^{me} Ida Glanzmann (conseillère nationale), M. André Duvillard (délégué au Réseau national de sécurité (RNS)), M. Adrian Plachesi (modérateur), M^{me} Monica Bonfanti (cheffe de la Police cantonale de Genève) et M. le brigadier Beat Eberle (commandant de la Sécurité militaire). (Photo: Hans Peter Blunier)

pd – Les délinquants criminels ne connaissent pas de frontières cantonales. Souvent pourtant, les policières et policiers sont désavantagés dans leur travail en raison de ces mêmes frontières. La 92^e Assemblée des délégués de la Fédération suisse des fonctionnaires de police FSFP de la fin juin à Bâle s'est penchée sur les effets du fédéralisme sur la sécurité. Après l'approbation par les délégués de la FSFP de la résolution «Le fédéralisme ne doit pas affaiblir la sécurité en Suisse», le jeudi, des représentants éminents de la sécurité intérieure et du monde politique ont pris la parole le vendredi.

La Fédération suisse des fonctionnaires de police FSFP demande avec sa résolution «Le fédéralisme ne doit pas affaiblir la sécurité en Suisse!», une formation policière unifiée pour tous les partenaires de la sécurité publique en Suisse, une unification des compétences au niveau des forces de police fédérales (de manière analogue au SECO), la diminution des doublons dus au fédéralisme, ainsi qu'une optimisation des coûts logistiques en matière de sécurité intérieure. Ces mesures doivent contribuer à assurer la plus grande sécurité



Organisator/Organisateur/Organizzatore
Polizeibeamten-Verband des Kantons Basel-Stadt



92. DV Verband Schweizerischer Polizei-Beamter VSPB
92e AD Fédération Suisse des Fonctionnaires de Police FSFP
92a AD Federazione Svizzera dei Funzionari di Polizia FSFP

possible avec les effectifs de police à disposition. La FSFP maintient également son exigence d'obtenir plus de personnel, considérant qu'il manque plusieurs milliers de policiers au niveau suisse.

Le vendredi, la conseillère nationale Ida Glanzmann, le délégué au Réseau national de sécurité (RNS) André Duvillard, la cheffe de la Police cantonale de Genève Monica Bonfanti, le commandant de la Sécurité militaire brigadier Beat Eberle, et le professeur à l'Université de Lausanne Olivier Ribaux, ont traité ce sujet et répondu aux questions des policiers.

Dans son exposé d'introduction, le professeur Olivier Ribaux de l'Université de Lausanne a relevé qu'il n'existe aucun système idéal applicable à la sécurité intérieure, du fait de la complexité et de la rapidité d'évolution de la lutte contre la criminalité. «Si nous parvenons à doter notre fédéralisme d'une forme plus moderne, ces obstacles pourraient alors être plus facilement vaincus.»

Il nous manque une stratégie globale au niveau national

«Le fédéralisme présente le gros inconvénient de ne pas permettre, dans le domaine de la sécurité intérieure, une action unifiée au niveau du pays», a déclaré André Duvillard, délégué au Réseau national de sécurité (RNS), en soulignant que le rapport USIS (analyse du système de sécurité intérieure de la Suisse) avait dénoncé cette faiblesse il y a 14 ans déjà. Bien que la collaboration se soit améliorée depuis lors à différents niveaux, par exemple grâce à différents concordats intercantonaux ou aussi à l'accord sur les interventions policières intercantionales (IKAPOL), nous sommes encore très loin d'une solution optimale. «Je rêve d'une direction unique des divers organes de sécurité de la Confédération, avec une véritable réserve de policiers au niveau de la Confédération, différentes compétences de l'Etat, des centres régionaux de compétences et l'élaboration d'une stratégie fédérale globale de la sécurité intérieure», a affirmé André Duvillard en ajoutant que: «Malheureusement, tous ces rêves ne se sont pas concrétisés, raison pour laquelle il vaut la peine de les formuler encore à haute et intelligible voix.»

Davantage de personnel et une meilleure collaboration

Pour garantir à l'avenir également la sécurité des citoyennes et des citoyens suisses, Mme Monica Bonfanti, cheffe de la Police cantonale genevoise, a proposé plusieurs mesures: «Si tous les cantons disposent de suffisamment de personnel et si une réserve mobile est mise sur pied au niveau fédéral, alors le système actuel constituera la solution idéale.» Il serait alors absolument indispensable d'améliorer la collaboration entre les cantons. Au niveau national, la cheffe de la Police du canton de Genève préconise l'instauration d'un véritable département de la sécurité ou d'un organisme similaire, pour permettre une meilleure conception des activités.

Impossibilité d'une aide spontanée de la Police militaire

«Je trouve excellente l'idée de rechercher une forme de rassemblement dans la même main de tous les organes de sécurité de la Confédération», a affirmé le commandant de la Sécurité militaire, le brigadier Beat Eberle. Dans son exposé, il a déploré également qu'il

Hauptsponsoren/Sponsors principaux/Sponsors principali



Rechtsschutz
Protection juridique
Protezione giuridica





92. DV Verband Schweizerischer Polizei-Beamter VSPB
92e AD Fédération Suisse des Fonctionnaires de Police FSFP
92a AD Federazione Svizzera dei Funzionari di Polizia FSFP

n'existe aucune loi régissant la Police militaire, mais uniquement 70 décrets environ. «Actuellement, les membres de la Police militaire doivent se déterminer eux-mêmes sur leurs actions et sur le moment auquel ils doivent intervenir», a affirmé le brigadier Eberle, qui a en outre ajouté: «Il serait tout à fait logique que les collaborateurs de la Police militaire sachent précisément quand et comment ils doivent agir.» Le public a mentionné en exemple le fait qu'elle ne peut apporter aucune aide spontanée sans autorisation préalable. Une situation absurde, car la population ne comprend pas qu'un véhicule de la Police militaire portant des plaques fédérales ne puisse pas intervenir en cas d'incident.

«Lorsque les concordats ne suffisent pas, il nous faut alors des lois fédérales»

«Lorsque je constate la lenteur des cantons à développer des collaborations en faveur de la sécurité, je remets alors vraiment en question notre fédéralisme», a déclaré la conseillère nationale Ida Glanzmann. Pour elle, il est d'une importance extrême d'améliorer la collaboration entre les différents acteurs, à savoir la police, le Cgfr, la SécMil et la Police des transports. Il est nécessaire également que des tâches claires soient dévolues à chacun de ces organes, que leurs compétences soient complétées et que les échanges de données fonctionnent parfaitement. «Il faut pour cela trouver des solutions soit par des concordats, à condition toutefois qu'ils soient ratifiés et appliqués par tous les cantons, soit par des lois fédérales s'il n'existe aucun autre moyen.» Mais une coordination au niveau de la Confédération est indispensable elle aussi. Ce n'est pas le fédéralisme qui constitue ici un obstacle, mais bien les quatre départements responsables de la sécurité. «Je peux très bien imaginer pour cela la création d'un secrétariat d'Etat à la sécurité ou de tout autre organe similaire et je suis très volontiers disposée à déposer dans ce sens une motion à Berne». Elle conclut alors son exposé en déclarant: «J'ai désormais une tâche à accomplir et je vais m'y engager avec plaisir à Berne.»

Large majorité en faveur des revendications de la FSFP

Lors du podium de discussion qui a suivi, les participants se sont accordés sur le fait que les revendications présentées dans la résolution de la FSFP «Le fédéralisme ne doit pas affaiblir la sécurité en Suisse!» sont parfaitement justifiées. Car le travail quotidien des policières et des policiers ne doit pas être rendu plus difficile par des réflexions à court terme. Pour terminer, le président de la FSFP Jean-Marc Widmer a constaté que la résolution approuvée la veille par les délégués constitue un pas dans la bonne direction. « Des obstacles doivent toutefois être surmontés, tels que la problématique des répartitions financières, les excès dans la défense de pré carré ou encore le manque de célérité dans les modifications de lois ou dans l'acceptation de concordats », conclut-il. Il a ensuite remercié d'avance de leur soutien futur tous les participants au podium de discussion.

La résolution «Le fédéralisme ne doit pas affaiblir la sécurité en Suisse!» en bref:

1. Formation policière accessible à tous les organes de sécurité publique de la Confédération, des cantons et des villes.

Hauptponsoren/Sponsors principaux/Sponsors principali



Rechtsschutz
Protection juridique
Protezione giuridica





92. DV Verband Schweizerischer Polizei-Beamter VSPB
92e AD Fédération Suisse des Fonctionnaires de Police FSFP
92a AD Federazione Svizzera dei Funzionari di Polizia FSFP

2. Création d'un office fédéral des «forces policières de sécurité de la Confédération», couvrant entre autres le Corps des gardes-frontière, la Sécurité militaire, la Police des transports et l'Office fédéral de la police (fedpol).
3. Exploitation optimale des infrastructures par une coordination générale et un renforcement de la collaboration.
4. Optimisation des coûts logistiques, notamment par une unification sur le plan national des achats, de l'exploitation et du stockage du matériel.

Une **formation policière accessible à tous** permettra un langage unique dans le domaine de la sécurité intérieure et conduira à une collaboration plus efficace. La formation doit donc très clairement être unifiée à tous les niveaux.

Une **unification des forces de sécurité de la Confédération** permettra d'accomplir de manière optimale les tâches de police de sécurité au niveau fédéral. Les pertes de synergies dues à la répartition de ces tâches entre différents départements s'en trouveront réduites et la collaboration avec les corps de police régionaux en sera grandement améliorée.

La répartition complexe des infrastructures et les actions entreprises à double compliquent le travail de la police, bloquent inutilement des ressources en personnel, provoquent des coûts supplémentaires et favorisent finalement la protection des délinquants. Trop souvent, de nombreux partenaires chargés de la sécurité intérieure ne collaborent que de manière limitée en raison de bases légales différentes. La pensée fédéraliste peut donc constituer un obstacle.

L'**optimisation des coûts** peut être atteinte par une gestion économique de tous les achats de matériel, selon un rapport qualité/prix optimal. Les stockages coûteux et les acquisitions à double dans l'ensemble du pays doivent être réduits. Les résultats enregistrés par les concordats dans ces domaines doivent pouvoir être atteints à l'échelon national.

Bild: 140627 Podium DV.jpg

Legende: De gauche à droite: M^{me} Ida Glanzmann (conseillère nationale), M. André Duvillard (délégué au Réseau national de sécurité (RNS)), M. Adrian Plachesi (modérateur), M^{me} Monica Bonfanti (cheffe de la Police cantonale de Genève) et M. le brigadier Beat Eberle (commandant de la Sécurité militaire).

Bild: Hans Peter Blunier

Pour de plus amples informations:

En allemand et en italien: Max Hofmann, secrétaire général FSFP, tél. 076 381 44 64

En français: Jean-Marc Widmer, président FSFP, tél. 079 941 49 38

Hauptsponsoren/Sponsors principaux/Sponsors principali



Rechtsschutz
Protection juridique
Protezione giuridica

